

Entretien

COP27 (Egypte) : « La vision promue est celle d'une transition subordonnée au profit privé, notamment par la poursuite de la privatisation de l'eau, de la terre... »

mardi 8 novembre 2022, par [HAMOUCHE Hamza](#), [RABBANI Mouin](#) (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2022).

Du 6 au 18 novembre 2022, la vingt-septième Conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique (COP27) se tient à Charm el-Cheikh, en Egypte. Sobrement, le quotidien *Le Monde*, le 5 novembre 2022, relevait qu'à cette occasion : « *l'Egypte a cherché à lisser son image. Mais les critiques persistent : les organisations internationales des droits humains dénoncent un bilan "accablant" en matière de violations des droits, des "obstacles" à la participation de la société civile égyptienne et un adoubement international supplémentaire à peu de frais pour les autorités.* »

Le Monde continuait ainsi : « Mohamed Lotfy, directeur de la Commission égyptienne pour les droits et les libertés, déclare : « Les arrestations ont continué et, en octobre, les checkpoints volants, avec fouille du téléphone, ont augmenté. Des appels à manifester le 11 novembre, au moment de la COP, sont apparus sur les réseaux sociaux, or le gouvernement veut que tout soit sous contrôle dans la rue. » Les manifestations sont interdites en Egypte depuis 2013. Le site d'information égyptien, Mada Masr, affirmait, le 1^{er} novembre, qu'au moins 150 personnes restaient en détention après avoir été arrêtées dans différentes villes lors des opérations de sécurité coïncidant avec les appels à protester. »

Le site *Merip Report* rapporte qu'Alaa Abd El-Fattah – prisonnier politique et militant révolutionnaire britannico-égyptien, figure de la révolution de 2011 – a décidé que le jour où la conférence débiterait, il franchirait la dernière étape de sa grève de la faim de plus de 200 jours et cesserait de boire de l'eau. Dans une lettre adressée à sa mère depuis la prison, Abd El-Fattah a écrit : « Lorsque les lumières se lèveront le dimanche 6 novembre, je boirai mon dernier verre d'eau. Ce qui suivra est inconnu... J'ai pris la décision d'intensifier mon action à un moment que je considère comme approprié pour ma lutte pour ma liberté et pour celle des autres prisonniers [...] ; pour les victimes d'un régime incapable de gérer ses crises autrement que par l'oppression, incapable de se reproduire autrement que par l'incarcération. »

C'est en ayant à l'esprit ce contexte égyptien et l'alarmante décision d'Abd El-Fattah qu'il faut prendre connaissance de l'analyse des COP faite par Hamza Hamouchene – coordinateur du programme Afrique du Nord au Transnational Institute-TNI – dans l'entretien conduit par Mouin Rabbani, co-rédacteur en chef de *Jadaliyya*.

(Rédaction A l'Encontre)

Quelques réflexions sur la COP27

Mouin Rabbani (MR) : Qu'est-ce que la COP27, quelle est sa signification, et quels sont les résultats attendus ?

Hamza Hamouchene (HH) : La COP27 est la vingt-septième Conférence des Parties (COP) des Nations Unies sur le changement climatique. Elle se tiendra à Charm el-Cheikh, en Egypte, du 6 au 18 novembre 2022. Chaque année, et depuis près de trente ans, les dirigeants politiques, les consultants, les médias et les lobbyistes d'entreprise du monde entier se réunissent pour ces conférences sur le climat. Mais malgré la menace qui pèse sur la planète, les gouvernements continuent de laisser les émissions de carbone augmenter et la crise s'aggraver.

Après trois décennies de ce que la militante écologiste suédoise Greta Thunberg a appelé du « bla bla bla », il est devenu évident que les négociations sur le climat font face à une banqueroute. Elles ont échoué. Au lieu d'obliger les pays industrialisés et les transnationales à réduire leurs émissions de carbone et à laisser les combustibles fossiles dans le sol, les négociations annuelles sur le climat ont été détournées par le pouvoir des firmes et les intérêts privés pour promouvoir des solutions fallacieuses mais rentables, telles que le commerce du carbone et les soi-disant solutions « net-zéro » et « fondées sur la nature ».

Ces solutions fallacieuses permettent aux grandes firmes de continuer à émettre des « polluants » tout en réalisant des profits toujours plus importants. Le système d'échange de quotas d'émission de carbone, par exemple, en induit beaucoup en erreur en leur faisant croire que le changement climatique peut être abordé sans changement structurel. Nous devons reconnaître que les mécanismes du marché ne peuvent pas et ne vont pas réduire suffisamment les émissions mondiales et qu'ils ont en fait échoué à le faire.

Nous ne pouvons pas non plus compter sur la prétendue « économie verte », ou plus précisément sur le capitalisme vert, pour nous sauver, car il s'agit de la reproduction des mêmes modèles de privatisation des biens communs et de concentration des richesses par la dépossession et l'approfondissement des inégalités. En privatisant et en marchandisant la nature, comme le font ces initiatives fondées sur le marché, nous ne ferons que poursuivre sa destruction – et la nôtre avec elle.

La COP26, qui s'est tenue à Glasgow en 2021, a attiré l'attention des médias mais n'a permis aucune avancée majeure en termes de financement des plans d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, ni en ce qui concerne les pertes et dommages actuels qui frappent de manière disproportionnée le Sud. La plus grande délégation de la conférence de Glasgow était composée de lobbyistes d'entreprises, notamment ceux des firmes de combustibles fossiles. Il serait plus pertinent de dénommer ces événements « Conférences des pollueurs ».

Les négociations climatiques de 2022 et 2023 qui se tiendront dans la région africaine et arabe (COP27 en Egypte et COP28 dans les Emirats arabes unis) ne devraient pas non plus aboutir à grand-chose, surtout dans le contexte de l'intensification des rivalités géopolitiques déclenchée par la guerre en Ukraine, un contexte peu propice à la coopération entre les grandes puissances. Cela pourrait être le dernier clou planté dans le cercueil des négociations mondiales sur le climat.

Mouin Rabbani (MR) : Quelle est la signification de la tenue de la COP27 en Egypte, et qu'est-ce que cela signifie pour l'Egypte et plus largement pour le Moyen-Orient ?

HH : Il convient de préciser d'emblée que la COP27 se tient dans un pays dirigé par l'une des dictatures militaires les plus impitoyables au monde. Le gouvernement égyptien, dirigé par le président Abdel Fattah al-Sissi, a mis en place un système carcéral brutal qui a emprisonné des dizaines de milliers de personnes.

En outre, à ce jour, la COP27 sera la conférence la plus restrictive de ce type, en termes d'absence de militant·e·s, d'organisations environnementales, de journalistes et d'universitaires égyptiens sérieux et indépendants. Le processus de sélection des participants égyptiens a été très opaque et extrêmement restrictif. La plupart des personnes censées représenter la société civile égyptienne à la COP27 sont des personnalités cooptées et pro-gouvernementales. Elles n'ont pratiquement rien à voir avec la recherche et l'activisme dans le domaine de l'environnement et du climat.

Contrairement aux cas précédents, il n'y aura malheureusement pas de sommet populaire indépendant en dehors de l'espace officiel de la COP27. Habituellement, ces espaces autonomes, gérés par des organisations indépendantes de la société civile du pays hôte et du monde entier, ont pour but de renforcer un contre-pouvoir et de créer un contre-mouvement face à la politique des firmes qui conduit à la destruction et à la mort. A cette occasion, il s'agit de susciter de nouveaux militant·e·s, d'approfondir les liens entre les mouvements sociaux, les organisations de base, les syndicats et d'autres forces progressistes du monde entier afin de parvenir à la transformation nécessaire de nos modes de production et d'existence. Il s'agit également de partager des connaissances et de réfléchir à des tactiques et des stratégies.

Ajoutez à cela le fait que Charm el-Cheikh, où se tiendra la COP27, est une station touristique hautement sécurisée. Les hôtels de Charm el-Cheikh ont été autorisés à augmenter leurs prix à des niveaux exorbitants pendant le sommet sur le climat, ce qui signifie que la participation sera hors de portée pour la plupart des militant·e·s, des organisations et des délégués du Sud, y compris de l'Afrique et de la région arabe.

Ces éléments feront de la COP27 un espace considérablement réduit pour l'activisme, la dissidence, les discussions, les débats, les nouvelles connexions, la mise en réseau, les stratégies collectives, les actions et les mobilisations nécessaires pour faire pression sur les décideurs mondiaux afin qu'ils tiennent leurs promesses. A mon avis, le choix de l'Egypte comme hôte cette année, et des Emirats arabes unis pour la COP28, n'est pas innocent. Il devient clair que le processus de la COP est en faillite ; il est dirigé par les entreprises et il est antidémocratique et discriminant.

Cela dit, certains groupes environnementaux égyptiens voient dans la COP27 une occasion de lutter contre leur isolement, d'entrer en contact avec des organisations et des militant·e·s d'autres pays et régions, de s'impliquer dans le mouvement mondial pour la justice climatique (même de manière limitée) et de mettre en lumière certains des problèmes environnementaux et climatiques dont souffre leur pays.

D'autres, y compris des organisations environnementales et des militants pour le climat non égyptiens, la considèrent comme une COP africaine où la société civile du Sud doit exercer davantage de pression sur les questions de financement du climat, de pertes et dommages, de décarbonation et de transition énergétique équitable.

MR : La transition des combustibles fossiles vers les énergies propres est au cœur des efforts visant à maîtriser le changement climatique. Des réunions comme la COP27 peuvent-elles jouer un rôle

constructif dans ces efforts ?

HH : La transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables est essentielle et est devenue inévitable. La survie de l'humanité dépend non seulement du fait de laisser les combustibles fossiles dans le sol, mais aussi de l'adaptation à un climat déjà en pleine mutation, tout en évoluant vers des énergies renouvelables, des niveaux durables d'utilisation de l'énergie et d'autres transformations sociales.

La question que nous devons nous poser est de savoir si nous pouvons rendre ce processus juste socialement et démocratique, et éviter de reproduire l'exclusion, la dépossession et le pillage néocolonial sous une façade verte. Ce que nous avons constaté jusqu'à présent des propositions de la COP ainsi que d'autres acteurs tels que les institutions financières internationales (IFI) n'est malheureusement pas de bon augure. Leur objectif principal est de protéger les intérêts privés et de leur permettre de dégager de plus grands profits. La vision promue est celle d'une transition capitaliste et souvent dirigée par les entreprises, un cadre dans lequel les économies sont subordonnées au profit privé, notamment par la poursuite de la privatisation de l'eau, de la terre, des ressources, de l'énergie – et même de l'atmosphère.

Cette année, la COP27 fait le pari de l'hydrogène. Il convient de noter que le mouvement en faveur de l'hydrogène vert et de l'économie de l'hydrogène a déjà reçu le soutien des grandes compagnies pétrolières et gazières européennes. Elles y trouvent un moyen détourné de poursuivre leurs activités, l'hydrogène étant extrait du gaz fossile : production d'hydrogène gris – à partir du gaz naturel – et bleu [la méthode la plus fréquemment employée pour fabriquer de l'hydrogène dit bleu consiste à stocker géologiquement le CO₂ à l'intérieur de vieilles poches de pétrole ou de gaz qui sont désormais vides]. Il devient donc clair que l'industrie des combustibles fossiles veut préserver les infrastructures existantes de gaz naturel et de pipelines par tous les moyens, y compris par le biais des négociations sur le climat.

Pour que le processus de la COP joue un rôle constructif dans la transition énergétique, il faudrait les transformer radicalement et leur donner les moyens de résoudre la crise climatique plutôt que d'en tirer profit. Il faudrait que les COP commencent à imposer des réductions des émissions de CO₂ au lieu de les laisser augmenter par le biais de mécanismes de marché bidon tels que l'échange de quotas d'émission de carbone et les promesses de réduction à zéro que l'industrie des combustibles fossiles a adoptées sans réserve. Elles devraient également reposer sur des engagements juridiquement contraignants et non sur des contributions volontaires déterminées au niveau national. Elles devraient limiter sérieusement le lobbying des entreprises et rompre avec le « business as usual » qui protège les élites politiques et économiques mondiales tout en excluant et en marginalisant les voix de la base. Il faut démocratiser le processus et corriger les déséquilibres de pouvoir en soulignant la responsabilité historique de l'Occident industrialisé dans la crise climatique et son obligation de payer des réparations.

La transition que le processus des COP devrait préconiser doit être placée sous le contrôle des collectivités et des secteurs laborieux. Ce processus ne peut être laissé au secteur privé et aux entreprises. La participation active à la prise de décision et à l'élaboration des transitions est cruciale. Dans le cas des pays riches en combustibles fossiles, nous devons consciemment construire des alliances entre les mouvements syndicaux ainsi que d'autres mouvements et organisations de défense de la justice sociale et environnementale. Nous devons trouver un moyen d'impliquer les travailleurs de l'industrie pétrolière dans les discussions sur la transition et les emplois verts. La transition ne se fera pas sans eux. Il est donc primordial de commencer à impliquer les syndicats sur ces questions.

MR : La COP27 se déroule en Egypte, qui cherche à étendre son rôle sur les marchés mondiaux des combustibles fossiles. De même, aucune région n'est plus étroitement identifiée aux combustibles fossiles que la région du Golfe Persique. La COP28 sera accueillie par les *Emirats arabes unis*. S'agit-il d'un effort pour rallier ces gouvernements à la cause, ou d'une concession à leurs programmes existants ?

HH : Le Golfe Persique et l'Afrique du Nord sont des centres de gravité du dispositif mondial des combustibles fossiles et jouent un rôle essentiel dans le maintien du capitalisme fossile. Ces Etats, avec leurs entreprises nationales aux côtés des grandes firmes pétrolières, font de leur mieux pour maintenir leurs activités et même se développer et profiter du pétrole restant qu'ils possèdent.

L'Egypte de Sissi aspire à devenir une plaque tournante énergétique majeure dans la région, en exportant son surplus d'électricité et en mobilisant diverses sources d'énergie telles que le gaz offshore, le pétrole, les énergies renouvelables et l'hydrogène pour satisfaire les besoins énergétiques de l'Union européenne (UE). Ceci est bien sûr indissociable de la normalisation politique et économique en cours avec l'Etat colonial d'Israël.

Pour le régime égyptien, la COP27 représente une occasion en or pour son programme d'écoblanchiment, ainsi que pour ses efforts visant à attirer et à capter des fonds et des financements pour divers projets énergétiques et plans prétendument « verts ». Le fardeau de la dette en Egypte est insoutenable, et toute occasion d'obtenir un financement (y compris le financement climatique) est exploitée.

Les classes dirigeantes de la région parlent de l'ère de « l'après-pétrole » depuis des décennies. Les gouvernements successifs se sont contentés d'évoquer du bout des lèvres la transition vers les énergies renouvelables pendant des années sans prendre aucune mesure concrète, si ce n'est des plans et des projets grandioses et chimériques tels que la ville de Neom [longue de 173 kilomètres !] proposée en Arabie saoudite.

La brutalité du changement climatique est due à ce choix de continuer à brûler des combustibles fossiles. Ce sont les firmes et les gouvernements occidentaux, ainsi que les élites dirigeantes des différents pays, y compris ceux de la région arabe, qui font ce choix. Les plans énergétiques et climatiques sont façonnés par des régimes autoritaires et militaires et leurs soutiens à Riyad, Bruxelles et Washington. Les riches élites locales collaborent avec les sociétés transnationales et les IFI telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Malgré leurs nombreuses promesses, les actions de ces institutions démontrent qu'elles sont des ennemis de la justice climatique et de la survie de l'humanité.

Suite à tous les avertissements du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les nouveaux projets d'exploration et d'exploitation des combustibles fossiles devraient être proscrits, mais ce n'est malheureusement pas ce qui se passe. Nous assistons actuellement à une véritable expansion énergétique plutôt qu'à une transition : davantage de prospection et d'exploitation de combustibles fossiles dans diverses régions du monde telles que le continent africain et le bassin méditerranéen oriental (y compris pour du gaz de schiste), et davantage d'infrastructures telles que des pipelines, des ports et des sites de forage en mer.

Cela a été exacerbé par la guerre en Ukraine et les tentatives de l'UE de mettre fin à sa dépendance au gaz russe en se tournant vers d'autres régimes autoritaires comme l'Algérie, l'Egypte, le Qatar, l'Azerbaïdjan et l'Etat d'apartheid colonial d'Israël.

P.-S.

- Entretien publié par le site de *Jadaliyya* le 4 novembre 2022 [ainsi que le TNI] ; traduction par la rédaction de *A l'Encontre* le 7 novembre 2022 :
<https://alencontre.org/moyenorient/egypte/egypte-cop27-la-vision-promue-est-celle-dune-transition-subordonnee-au-profit-prive-notamment-par-la-poursuite-de-la-privatisation-de-leau-de-la-terre.html>